

Après une longue période de silence, celui qui demeure le journaliste égyptien numéro un nous parle de son métier, de ses problèmes, des accusations portées contre lui, de ses rapports avec Nasser, de Sadate, de Moubarak, du conflit du Proche-Orient, des Etats-Unis. Et de l'Egypte, naturellement.

HEIKAL NOUS DIT...

ADAPTÉ DE L'ARABE PAR KHALED OSMAN

Né en 1923 en Egypte, Mohammed Hassanein Heikal peut se prévaloir d'une carrière exceptionnelle, à la fois journalistique, politique et littéraire, qui a fait de lui un observateur extrêmement lucide du Proche-Orient. Après des études de droit, de journalisme et d'économie, il collabore à la revue Akher Sa'a (1949), participant au conseil de rédaction d'Akhbar al-Yom, avant de devenir en 1957 directeur et rédacteur en chef du grand quotidien al-Ahram. Jusqu'en 1970, il est le principal confident de Nasser et finira par accepter le portefeuille de ministre de l'Information. Après la mort du raïs, il conseille encore le président Sadate au début de son premier mandat, mais un différend avec celui-ci le conduit en 1974 à quitter al-Ahram. Sadate lui propose néanmoins plusieurs postes politiques mais il les refuse, et il cesse d'écrire dans la presse égyptienne, tout en continuant à publier abondamment dans la presse arabe et occidentale. Par ailleurs, il est l'auteur de nombreux ouvrages politiques, dont le Sphinx et commissaire que les éditions J.A. ont publié en traduction française. Il est l'un de ceux qui font les frais de la vague d'arrestations massives de septembre 1981. Emprisonné, il sera libéré avec l'arrivée au pouvoir du président Moubarak. Mohamed Hassanein Heikal a accordé à notre confrère égyptien Akhbar al-Yom un long entretien dont nous vous offrons l'essentiel.

Je voudrais profiter de ce que vous m'interrogez sur mon itinéraire pour répondre aux accusations qui sont souvent – explicitement ou implicitement – portées contre moi. On me reproche d'avoir monopolisé la scène journalistique depuis l'époque de Nasser, exploitant mes relations avec celui-ci pour éclipser mes confrères ; selon mes détracteurs, je n'étais rien avant la Révolution de 1952 et n'aurais jamais émergé sans l'aide de Nasser.

Or, au moment où la Révolution a éclaté, j'étais déjà l'un des rédacteurs en chef d'*Akhbar al-Yom* – et le plus jeune parmi eux. Cette place, je ne l'avais pas gagnée en restant assis derrière mon bureau mais en allant chercher l'information là où elle se trouvait : reportages en Egypte dans la zone touchée par l'épidémie de choléra, comptes rendus sur le champ de bataille durant la guerre 1948-49 en Palestine ou lors de la guerre civile en Grèce (avec ses prolongements dans les Balkans)... Je ne dis pas que

j'étais meilleur que mes confrères : simplement, alors que je n'hésitais pas à aller recueillir l'information sur le terrain, d'autres étaient peut-être plus prudents. C'est grâce à ces efforts, mais surtout à la fidélité des lecteurs, que j'ai accédé aux premiers rangs du journalisme. Ce qui m'a amené à fréquenter la plupart des politiciens de l'époque. Puis, j'ai passé dix-sept ans en tant que directeur d'*al-Ahram*. Après mon départ, sur lequel je reviendrai, on a encore dit que c'était mon amitié avec certains responsables de journaux et d'éditeurs britanniques qui m'avait permis de continuer à publier. En somme, on aurait passé mes articles et édité mes ouvrages par politesse, et ce aux dépens des lecteurs ! C'est absurde. Je m'excuse de m'attarder ainsi sur mes propres réalisations, mais je voudrais montrer qu'il y a derrière cela toute l'expérience d'une vie, expérience qui a commencé avant Nasser et s'est poursuivie après lui.

Mon amitié avec Nasser – dont je m'honore – n'était jamais qu'une relation nor-

Mohamed
Hassanein
Heikal



male entre un personnage historique exceptionnel et un journaliste. Le monde de la presse et celui de la politique sont naturellement liés. Le journaliste cherche à se rapprocher des politiciens pour collecter l'information, et ceux-ci ont besoin de la presse pour accéder à l'opinion publique. Mais, en même temps, cette convergence se double d'une divergence naturelle, en ce sens que l'homme politique désire garder ses décisions secrètes et que le journaliste écrit avant tout pour informer ses lecteurs et non pour satisfaire l'homme politique. Il y a donc à la fois attirance et méfiance. Il arrive que les divergences s'estompent, que le politicien et le journaliste se retrouvent autour d'un objectif commun : c'est ce qui s'est produit avec Nasser. Mais on passe alors du statut d'observateur à celui d'acteur.

Les conceptions politiques ? Pas des produits de consommation qu'on jette quand ils sont usés.

Qu'on n'aille pas en inférer que j'ai été un porte-parole de Nasser ou que je me suis lancé dans des diatribes contre ses ennemis comme cela s'est vu sous la Royauté. Non, simplement j'étais l'un de ceux qui furent partisans des grandes décisions politiques de l'époque : nationalisation du canal de Suez, discussions sur l'Unité arabe, construction du barrage d'Assouan, événements de juin 67... En toutes ces occasions, j'ai donné mon avis et je l'ai d'ailleurs publié. Mais mon rôle était cantonné au stade de la conception ; jamais je n'ai pris part à l'exécution des décisions. Il s'agissait d'un dialogue qui a commencé le 18 juillet 1952, soit quelques jours avant la Révolution, pour s'achever au crépuscule du 28 septembre 1970, puisque le destin a voulu que je sois de ceux qui ont veillé le président Nasser durant ses dernières heures.

S'il faut faire le bilan de la période nassérienne, je suis le premier à admettre que des erreurs ont été commises. En revanche, je me suis opposé à la campagne de dénigrement systématique qui a eu lieu après sa mort (ce qu'on a appelé la « dénasérisation »). De cela je ne voulais être ni l'un des auteurs, ni même un témoin silencieux. Pour apprécier à sa juste valeur l'expérience nassérienne, il convient de la replacer dans son contexte : le mouvement national de libération arabe, la guerre froide, la domination coloniale, et nous souvenir que Nasser bénéficiait d'un soutien populaire sans équivalent dans l'histoire contemporaine de l'Égypte. Cette expérience a eu des aspects négatifs, que nous devons supprimer, et aussi des aspects positifs, sur lesquels nous pouvons nous appuyer.

D'aucuns ont perçu ma rentrée comme un retour au nassérisme et ont objecté que la roue de l'Histoire ne pouvait revenir en arrière. Cette formule me rappelle les slogans publicitaires du type : « X lave plus blanc ». La réalité politique s'accommode mal de telles simplifications. Les conceptions politiques ne sont pas que des produits de consommation que l'on jette quand ils sont usés, mais des éléments dynamiques que nous devons garder constamment présents à l'esprit en nous demandant ce qu'ils peuvent nous apporter. A ceux qui voient en moi le héraut d'un retour au nassérisme, je répon-

drai que, si je ne suis pas opposé à la création d'un parti nassérien, je n'envisage pas de m'y rallier le cas échéant. Pour moi, un journaliste doit se tenir à l'écart des partis qui ne peuvent qu'entraver sa réflexion personnelle et rester un homme de presse, ce que je n'ai jamais cessé d'être, même après mon départ d'*al-Ahram*, sur lequel je voudrais maintenant revenir. La tournure des événements en Égypte à la fin de 1973 et au début de 1974, au moment des accords de cessez-le-feu consécutifs à la guerre d'Octobre, a contribué à radicaliser le différend qui existait déjà entre le pouvoir en place et moi.

Pour résumer rapidement, j'estimais que les acquis de la guerre d'Octobre – n'oubliez pas que j'avais pris part à sa préparation politique et médiatique – offraient à l'Égypte une plate-forme pour une politique visant d'une part à renforcer sa position dans le monde arabe, d'autre part à obtenir une paix globale dans le conflit du Proche-Orient. Au lieu de cela, on a abouti à une paix séparée qui n'a fait que geler le conflit, et l'effort immense qui avait été accompli a été gâché. Telle était l'opinion que j'ai exprimée alors à maintes reprises dans des articles que j'ai réunis récemment en recueil sur le titre *A la croisée des chemins*. Pour autant, je n'ai pas quitté mon poste au quotidien *al-Ahram* sur ordre du président Sadate. Je n'ai été ni mis à pied, ni chassé. La vérité est qu'un décret m'a nommé conseiller auprès du président, et que je me suis empressé de refuser cette nomination le jour même. J'ai expliqué au président Sadate que mon ambition était de demeurer journaliste, et que si je n'avais plus de place au sein de la presse égyptienne, il s'en trouverait bien une pour moi dans la presse mondiale – arabe ou occidentale. J'ai réagi dans les mêmes termes lorsque le président m'a proposé, plus d'un an après mon départ, un poste de vice-premier ministre dans le gouvernement de Mamdouh Salem en 1975.

Depuis que j'ai quitté *al-Ahram*, j'ai écrit six ouvrages (en anglais) : *les Documents du Caire*, *la Voie du Ramadhan*, *le Sphinx et le Commissaire*, *Khomeiny et sa révolution*, *l'Automne de la colère* et *la Guerre de trente ans*, dont certains ont été traduits en trente-trois langues. En outre, j'ai publié de nombreux articles dans la presse occidentale : *Sunday Telegraph*, *Times* et *Sunday Times* en Grande-Bretagne, *Washington Post* et *New York Times* aux États-Unis. Au total j'ai publié environ un millier d'articles dans la presse du monde entier, dont beaucoup ont été regroupés et publiés (une vingtaine de volumes à ce jour).

La fuite peut procurer la sécurité, mais fait perdre toute crédibilité

Malgré cette activité internationale, je n'ai jamais eu, au cours de cette période de 1974 et 1986, de vie en dehors de l'Égypte. Je me suis toujours engagé envers moi-même à n'avoir à l'étranger ni résidence, ni travail, ni sépulture. Il est vrai que j'ai beaucoup voyagé, mais il s'agissait toujours de séjours d'étude dont le plus long n'a pas excédé six semaines : j'étais parti en Iran pour réunir la matière de mon livre *Khomeiny et sa révolution*. A cette occasion, j'ai passé presque toute une journée auprès de l'ayatollah à

Qom, la capitale de l'islam chiite. Je le connaissais pour l'avoir déjà rencontré antérieurement, lors de son exil en France, à Neauphle-le-Château. Même lorsque je savais pertinemment irriter le pouvoir en place par mes publications, et donc prendre des risques, je n'ai jamais envisagé de m'exiler. J'avais décidé, quoi qu'il advienne, de demeurer en Egypte. La fuite procure la sécurité mais celui qui exprime son opinion loin du danger perd toute crédibilité. Personnellement, je donnais mon opinion sur la décision politique en Egypte tout en étant soumis à l'autorité décisionnaire, et c'est ce qui a fait la valeur de mes prises de position.

Kaddafi m'a demandé si le chemin le plus court de Tunis au Caire passait vraiment par Rome !

J'ai essayé d'adopter une attitude raisonnable, mon but n'étant pas de devenir un héros ou un martyr. J'ai évité les provocations inutiles et les surenchères injustifiées. C'est ainsi que, connaissant la nature des relations entre Sadate et Kaddafi, j'ai boycotté intégralement la Libye après mon départ d'*al-Ahram*. Lorsque le *Times* m'a demandé en 1975 un ouvrage sur le monde arabe, j'ai accompli un voyage où j'ai rencontré successivement Hassan II au Maroc, Boumedienne en Algérie et Bourguiba en Tunisie. De là, j'ai pris un avion pour Rome avant de rentrer au Caire. Kaddafi n'a pas apprécié cette démarche et m'a fait demander si le chemin le plus court de Tunis au Caire passait vraiment par Rome. J'ai répliqué que c'était sans doute le plus éloigné géographiquement mais aussi le plus sûr pour m'éviter de devenir partie dans le différend qui l'opposait au président Sadate.

Nombreux sont ceux qui m'ont conseillé de quitter le pays, fût-ce provisoirement, afin d'échapper aux menaces qui se dessinaient contre moi, notamment après l'adoption au début 1980, de la loi sur la « protection des valeurs ». J'ai été déféré devant le procureur général socialiste qui m'a interminablement interrogé sur mes opinions politiques et m'interdisant de quitter le territoire national.

J'avoue qu'il m'est arrivé d'avoir peur. Je me souviens en particulier d'un voyage à Londres pour rencontrer les éditeurs qui publient mes livres. Il se trouve que le roi Hussein de Jordanie se trouvait au même moment en visite à Londres. Je téléphone pour obtenir une entrevue, et son chef de cabinet me répond que Sa Majesté passera à mon hôtel le soir même. Je me déclare prêt à me déplacer pour rencontrer le roi où bon lui semblera, mais j'obtiens pour toute réponse : « Le roi sera à votre hôtel à 19 heures. » Le roi arriva ponctuellement. Après nous être entretenus de sujets variés, il me dit soudain qu'il entend parler de mes pérégrinations à travers le monde et s'étonne que je ne sois encore jamais allé en Jordanie. Je réplique que je compte m'y rendre prochainement, pour un ouvrage en préparation sur la sécurité dans le Golfe. Le Roi demande alors : « Ne venez-vous donc nous voir que pour affaires ? Pourquoi ne passeriez-vous pas vos vacances chez nous ? » J'objecte innocemment que les vacances sont encore loin et que je suis tributaire des congés scolaires de mes enfants. C'est alors qu'il me dit en souriant : « Mais mon ami, n'y a-t-il donc pas

d'écoles ou d'universités en Jordanie ? » Alors seulement j'ai commencé à comprendre. Je l'ai regardé avec stupéfaction tandis qu'il poursuivait : « A vrai dire, j'ai remarqué que Monsieur le Président Sadate semblait s'agacer de votre présence, et je pense que le fait, pour vous, de résider une partie du temps en Jordanie, arrangerait tout le monde, d'autant que la Jordanie n'est pas un pays « sensible » comme la Syrie, l'Irak ou la Libye. » J'ai répondu au roi que j'étais très touché par cette invitation généreuse et que mon sentiment était d'avoir un foyer dans chaque pays arabe, mais que je devais rentrer au Caire pour préserver non seulement ma vie et mon travail, mais surtout la valeur de mes opinions.

Le lendemain, le même scénario se répétait, cette fois avec Ian Gilmour, le ministre britannique des Affaires étrangères. Nous étions de vieux amis.

Il me demande pourquoi je ne resterais pas à Londres deux ou trois mois. La seule réplique qui me vient à l'esprit est que mon visa pour deux semaines est déjà parvenu à échéance. Aussitôt Ian Gilmour s'offre à intervenir pour que l'on m'accorde un visa de six mois au minimum. Là encore, j'ai remercié et refusé poliment.

Mais je n'étais pas encore au bout de mes surprises. Le hasard voulait en effet que Henry Kissinger se trouvât lui aussi de passage à Londres où nous habitons le même hôtel. Il me dit savoir dans quelle situation délicate je me trouve vis-à-vis de son ami le président Sadate, et me propose de s'entretenir en ma faveur auprès de ce dernier. Je le supplie de n'en rien faire, n'imaginant pas qu'un étranger puisse servir de médiateur dans le différend qui m'oppose au président de mon pays, particulièrement si ce différend est né des opinions que j'ai exprimées sur la situation politique internationale !

L'exil d'un écrivain, s'il se prolonge, le conduit à fuir la réalité, et bientôt à la détester.

Mais mon inquiétude grandissait. Comment se faisait-il que le roi Hussein, Ian Gilmour et Henry Kissinger m'aient fait la même recommandation au même moment ? Ne valait-il pas mieux prolonger mon séjour à Londres pour surveiller la situation de loin ? Je savais bien que le Parlement et la presse en Egypte discouraient abondamment de ceux qui « portaient atteinte à la patrie », et qu'ils ne manqueraient pas de me compter parmi eux-ci. Comme si le fait de critiquer une décision politique prise par un individu revenait à critiquer le pays – tout entier incarné dans un homme selon la conception pharaonique. Je savais également qu'en Egypte (comme dans presque tous les pays du Tiers Monde), si l'on vous accuse d'être un éléphant ou un dromadaire, c'est à vous de prouver le contraire en jurant vos grands dieux que vous n'avez nul lien avec eux, si ce n'est pour avoir souvent vu l'un dans la campagne égyptienne et l'autre – une ou deux fois seulement – au zoo !

Devais-je donc rentrer ou rester ? J'ai commencé à réfléchir, à me dire qu'un homme de plume coupé de ses racines perd rapidement son inspiration. L'exil d'un écrivain, surtout s'il se prolonge, le conduit à fuir la réalité, et bientôt à la détester. Ainsi ►

ai-je passé cette nuit-là à Londres, pris entre mes craintes et mes réflexions. Finalement, au jour prévu pour mon départ je me suis retrouvé dans l'avion pour Le Caire. Je préfère une prison ou un tombeau en Egypte à une maison ou même un château ailleurs...

J'ai refusé de nombreuses propositions de travail à l'étranger, notamment pour fonder un journal à Londres ou à Paris. En revanche, j'ai longuement envisagé de créer un journal en Egypte. Non pas un journal d'opinion mais un journal indépendant, qui aurait informé le lecteur de ce qui se passe dans le pays, dans la région et plus généralement dans le monde. C'est qu'en vérité je pense que la liberté de la presse réside avant tout dans la liberté de circulation de l'information, plus que dans la liberté d'opinion. Quand on évoque la puissance de la presse aux Etats-Unis en disant qu'un seul journal, le *Washington Post*, a pu faire tomber Nixon, il faut bien voir qu'il ne s'agissait pas d'articles d'opinion mais de la révélation d'événements réels relatifs à l'affaire Watergate. De même avec *Le Monde* et le président Mitterrand pour l'affaire Greenpeace. C'est seulement lorsque l'information circule librement que la presse d'opinion peut jouer son rôle efficacement et c'est, je crois, ce qui distingue une démocratie d'une dictature.

Nous autres journalistes arabes, nous avons trop tendance à nous polariser sur nos propres problèmes et nos querelles intestines, alors que nous devrions concentrer notre attention sur la situation dans le monde arabe aujourd'hui.

En Egypte par exemple, le moins qu'on puisse dire est que nous traversons une période difficile. Sur les 50 millions d'habitants que compte le pays, plus de 60 % ont moins de vingt ans, c'est-à-dire qu'ils s'apprêtent à présenter au pays des revendications légitimes : travailler, se marier, fonder un foyer... Que feront tous ces jeunes, lorsqu'ils se heurteront à la réalité économique de l'Egypte ? Un revenu moyen par personne de 500 livres selon les estimations les plus optimistes, des investissements insuffisants, une dette extérieure très lourde, des balances déficitaires... Il n'est nul besoin d'entrer dans le détail des chiffres pour connaître l'ampleur de la crise.

Le conflit du Proche-Orient a été évoqué par Reagan et Gorbatchev une minute en tout et pour tout !

Ce chiffre de 60 % de moins de 20 ans dans la population n'est d'ailleurs pas spécifique à l'Egypte ; il se retrouve dans l'ensemble des pays arabes. Il est attristant de constater que ceux-ci sont sortis de quatorze années d'ère pétrolière sans avoir en rien réglé leurs problèmes d'avenir. On a construit des forêts de béton au milieu du désert, acheté la moitié de l'armement classique vendu dans le monde durant cette période, et gaspillé ainsi des richesses considérables. Aujourd'hui, les revenus diminuent plus que sérieusement. Ceux de l'Arabie saoudite – pourtant le pays le plus riche au plan des rentrées financières – auront connu une baisse de plus des deux tiers de 1980 à 1985.

Quant au panorama politique, il n'est pas plus réjouissant. Le conflit du Proche-Orient sur la Palestine, qui est, avec la guerre Iran-Irak, l'un des deux plus graves problèmes

qui se posent au monde arabe, a été évoqué au Sommet de Genève (novembre 1985) entre Reagan et Gorbatchev pendant une minute en tout et pour tout ! C'est que l'Union soviétique se refuse à négocier en position de faiblesse une question qu'elle sait être aujourd'hui entre les mains des Etats-Unis. Ceux-ci, de leur côté, s'intéressent peu au conflit du Proche-Orient, qui ne vient qu'au septième ou au huitième rang de leurs préoccupations. Et lorsqu'ils se penchent dessus, c'est dans une optique très différente de la nôtre. Pour eux, le rôle de l'Egypte au Proche-Orient doit se borner à soutenir le régime soudanais et à contrer le régime libyen de Kaddafi. Compte tenu du raidissement « droitier » de la politique américaine, je pense que nous allons vers une dégradation des relations égypto-américaines, et que l'aide économique des Etats-Unis à l'Egypte va diminuer dans les années qui viennent, ce qui devrait assainir ces relations.

Le discours sur la démocratie en Egypte est souvent placé sous le signe de l'autosatisfaction

L'Egypte se trouve aujourd'hui confrontée à une multitude de défis qu'elle doit analyser avec lucidité pour essayer de leur trouver des réponses viables. L'évolution technologique, la mutation audiovisuelle, les difficultés économiques, tout cela doit faire l'objet d'une réflexion poussée, ce qui pose le problème de la démocratie. Le discours sur la démocratie en Egypte est très souvent placé sous le signe de l'autosatisfaction. Nous nous félicitons d'avoir un climat politique meilleur aujourd'hui qu'il n'a été autrefois, et meilleur ici qu'il n'est en d'autres lieux. De même, on se plaît à évoquer la situation en Afrique du Sud ou en Iran pour mieux se rassurer sur le sort du pays.

De ce point de vue, plusieurs choses sont à porter au crédit du président Moubarak, notamment d'avoir abordé le pouvoir en Egypte à un moment troublé de son histoire tout en conservant équilibre et sérénité. Mais pour parler de la démocratie, il nous faut aller plus loin. Je ne nie pas qu'aujourd'hui des voix multiples se font entendre en Egypte. Cette pluralité et cette diversité constituent bien sûr un phénomène sain, mais qui ne saurait être le seul fait du président Moubarak : elle est surtout le pendant logique de la politique d'ouverture économique (*infatah*).

Mais cette pluralité signifie-t-elle démocratie ? Je ne le pense pas. Pour s'en convaincre, il suffit d'imaginer une salle pleine de musiciens qui joueraient chacun d'un instrument différent, et d'autres personnes démunies d'instruments qui utiliseraient leur seule voix, et tout cela sans la moindre coordination, chacun ne se souciant que de lui-même. Pour moi, la démocratie est un objectif national élaboré en commun par toutes les composantes sociales concernées. Cette élaboration passe par un dialogue permanent libre de toute contrainte. Car la nation, ce n'est pas seulement un territoire et un foyer pour ses citoyens, c'est aussi un projet historique commun. Or, un tel projet me paraît actuellement faire défaut. Et je pense que c'est avec le président Moubarak lui-même que nous devons ouvrir le dialogue, afin que la « musique » que nous entendons aujourd'hui devienne réellement artistique et créative. □